



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.647/AG
du 30 juin 2023

advies 73.647/AV
van 30 juni 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant les affaires
relevant d'un intérêt public
supérieur et les possibles
mesures organisationnelles au
sens de l'article 101/1,
alinéa 2, des lois sur le Conseil
d'État, coordonnées le
12 janvier 1973'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van de
zaken van hoger openbaar
belang en de mogelijke
organisatorische maatregelen
in de zin van artikel 101/1,
tweede lid, van de wetten op
de Raad van State,
gecoördineerd op
12 januari 1973'

Le 16 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les affaires relevant d'un intérêt public supérieur et les possibles mesures organisationnelles au sens de l'article 101/1, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973'.

Le projet a été examiné par l'assemblée générale le 20 juin 2023. L'assemblée générale était composée de Wilfried VAN VAERENBERGH, premier président du Conseil d'État, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, présidents de chambre, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS et Inge VOS, conseillers d'État, Jan VELAERS et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Gregory DELANNAY, greffier en chef.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN et Arne CARTON, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX et Inge VOS.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juin 2023.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

Op 16 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de zaken van hoger openbaar belang en de mogelijke organisatorische maatregelen in de zin van artikel 101/1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973'.

Het ontwerp is door de algemene vergadering onderzocht op 20 juni 2023. De Algemene vergadering was samengesteld uit Wilfried VAN VAERENBERGH, eerste voorzitter van de Raad van State, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitters, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS en Inge VOS, staatsraden, Jan VELAERS en Christian BEHRENDT, assessoren, en Gregory DELANNAY, hoofdgriffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN en Arne CARTON, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX en Inge VOS.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juni 2023.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis détermine les affaires relevant d'un intérêt public supérieur visées à l'article 101/1, alinéa 2¹, des 'lois sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 (ci-après « les lois coordonnées ») qui sont traitées en priorité par le Conseil d'État, section du contentieux administratif (article 1^{er} du projet).

Le projet arrête en outre les mesures organisationnelles que peut prendre à cet effet le collège des chefs de corps (article 2, § 1^{er}) et impose à celui-ci, lorsqu'il détermine ces mesures, de tenir compte du fait que, pour les affaires précitées, le délai de traitement d'un recours en annulation ordinaire, sans incident de procédure, est de 15 mois au maximum (article 2, § 2).

Par ailleurs, le projet impose aux parties des obligations relatives à la mention et à la notification de son application dans une procédure (article 3).

L'arrêté envisagé entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024 (article 4, alinéa 1^{er}) et s'applique aux recours et demandes introduits devant le Conseil d'État à partir de cette date (article 4, alinéa 2). Il cesse de produire ses effets le 1^{er} janvier 2030 (article 4, alinéa 3).

3.1. Comme l'indique le préambule, un fondement juridique est recherché pour le dispositif en projet dans l'article 101/1, alinéa 2, des lois coordonnées². Cette disposition sera insérée dans les lois coordonnées par l'article 23 de la loi modificative des lois coordonnées adoptée par la Chambre des représentants le 27 avril 2023³ et n'est pas encore entrée en vigueur pour le moment.

L'article 101/1, alinéa 2, précité s'énonce comme suit

« Sans préjudice des délais spécifiques et des traitements prioritaires réservés à certains recours, prévus par la loi, le Roi détermine, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les affaires relevant d'un intérêt public supérieur qui nécessitent également un tel traitement. Il détermine également, selon les mêmes modalités, les mesures organisationnelles nécessaires que le collège des chefs de corps peut prendre à cet effet ».

¹ Tel qu'il sera inséré par l'article 23 du projet de loi adopté par la Chambre le 27 avril 2023 'modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973', *Doc. parl.*, Chambre 2022-2023, n° 3220/12, qui se réfère au texte adopté par la commission parlementaire (*Doc. parl.*, Chambre 2022-2023, n° 3220/10).

² Le délégué a aussi confirmé qu'un fondement juridique n'est recherché que dans cette seule disposition.

³ Voir le point 1 ci-dessus. Cette loi n'a pour l'heure pas encore été publiée au *Moniteur belge*.

3.2. Lorsque l'article 23 de la loi modificative précitée entrera en vigueur, l'article 101/1, alinéa 2, des lois coordonnées procurera le fondement juridique au projet, y compris à la règle relative au délai d'ordre inscrite à l'article 2, § 2, du projet. À ce sujet, les travaux préparatoires de la loi modificative des lois coordonnées indiquent en effet qu'une portée étendue doit être accordée à la notion de « mesures organisationnelles », et que celle-ci englobe notamment aussi la fixation d'un délai d'ordre dans lequel le Conseil d'État se prononce ⁴.

« Les mesures qui sont également déterminées dans l'arrêté royal précité, sont de nature organisationnelle et peuvent, par exemple, impliquer des choix prioritaires pour le traitement des affaires, une redistribution des affaires au sein des chambres ou des sections de l'Auditorat, le renforcement des chambres ou sections, ou encore la mise en place de chambres de complément (par exemple pour les affaires d'un intérêt public supérieur), ainsi que la fixation d'un délai d'ordre dans lequel le Conseil d'État se prononce, etc. L'intention reste évidemment de ramener en principe à 18 mois le délai de traitement de tout recours en annulation ordinaire, sans incident de procédure, introduit devant le Conseil d'État ».

3.3. Dans la mesure où le projet impose aux parties des obligations relatives à la mention et la notification de l'application de l'arrêté royal envisagé dans une procédure (article 3), il y a lieu d'invoquer à cet effet le pouvoir général d'exécution du Roi (article 108 de la Constitution), combiné avec l'article 101/1, alinéa 2, des lois coordonnées.

EXAMEN DU TEXTE

PRÉAMBULE

4. Compte tenu de l'observation 3.3. relative au fondement juridique du projet, on insérera un nouvel alinéa dans le préambule qui visera l'article 108 de la Constitution.

Article 1^{er}

5. Bien que le texte de l'article 1^{er} du projet fasse uniquement état des « permis et autorisations », le rapport au Roi indique que les permis et autorisations visés dans cet article sont pris notamment en application du livre II (« Planification ») du Code wallon du Développement territorial, du titre II, chapitre III (« Plan régional d'Affectation du Sol ») du Code bruxellois de l'aménagement du territoire et du titre II, chapitre II, section 2 (« Plans d'exécution spatiaux régionaux ») du Code flamand de l'aménagement du territoire. Le délégué a confirmé que l'intention est effectivement que les recours formés contre la fixation des plans constituant le cadre de l'octroi des permis et autorisations visés ⁵, doivent eux aussi être considérés comme des « affaires relevant d'un intérêt public supérieur ».

⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3220/001, p. 41 (il s'agit du commentaire de l'article 22, qui est finalement devenu l'article 23).

⁵ Voir également en ce qui concerne la définition employée l'article 3.2, a) de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 'relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement'.

Cela ne ressort toutefois pas du texte de l'article 1^{er} du projet qui devra être complété sur ce point.

6. À la question de savoir ce qu'il faut entendre par la notion de « champs de panneaux solaires photovoltaïques » à l'article 1^{er}, 1^o, b), du projet, le délégué a déclaré que pouvaient en relever également, par exemple, des surfaces de panneaux solaires photovoltaïques sur des toits ou utilisées comme toitures de parkings.

Dans un souci de sécurité juridique, il est recommandé de définir la notion précitée dans le texte en projet, ou au moins de la préciser dans le rapport au Roi.

7. Concernant l'article 1^{er}, 2^o, du projet, le rapport au Roi observe ce qui suit

« Les termes utilisés dans l'article 1^{er}, 2^o sont définis à l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations ; et à l'article 2 de la loi du XXX relative au transport d'hydrogène par canalisations , étant entendu que, dans le cadre de cet arrêté royal, il ne s'agit que des installations et des équipements qui sont gérés par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène ».

Dans un souci de clarté et de sécurité juridique, il est conseillé de faire expressément référence dans le texte du projet lui-même aux définitions pertinentes de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 'relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations' et de l'article 2 de la loi 'relative au transport d'hydrogène par canalisations' dont l'adoption est envisagée ⁶, pour autant que cette dernière loi soit entrée en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du projet d'arrêté royal.

8. Le délégué a été invité à préciser pourquoi l'article 1^{er}, 2^o, du projet énonce la condition selon laquelle les installations de transport et de stockage de gaz naturel, le réseau de transport d'hydrogène ainsi que les installations de transport d'hydrogène et les équipements de stockage d'hydrogène qui y sont visés, doivent être gérés par le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène. Les contestations relatives aux installations et aux réseaux gérés par une autre entité ne sont donc pas considérées comme des « affaires relevant d'un intérêt public supérieur » au sens de l'article 1^{er} du projet.

Le délégué a répondu ce qui suit

« De voorwaarde met betrekking tot de hoedanigheid van waterstofstofvervoersnetbeheerder is gekozen omdat projecten hier worden geïdentificeerd op basis van hun grotere bijdrage aan de energietransitie. De leidingen die worden beheerd door de waterstofvervoersnetbeheerder zullen immers moeten voldoen aan het principe van niet-discriminerende toegang voor derden. Bovendien zullen deze leidingen deel uitmaken van een netontwikkelingsplan waarop de overheid ook een goedkeuring moet geven ».

⁶ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3077/007.

À ce sujet, on attirera l'attention sur le fait que le cadre légal en ce qui concerne le gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène est encore en préparation ⁷. Le dispositif en projet devra donc encore s'aligner sur la forme définitive que prendra le projet de loi au cours de son examen parlementaire.

9. La notion de « grandes infrastructures de stockage » dont il est fait mention à l'article 1^{er}, 3^o, du projet, n'est pas définie dans le projet.

Il y a lieu de clarifier ce qu'il convient d'entendre par là, d'autant plus que cette notion n'est pas non plus définie à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 'relative à l'organisation du marché de l'électricité' auquel se réfère le rapport au Roi ⁸.

Article 2

10. L'article 2, § 1^{er}, du projet habilite les chefs de corps à prendre « notamment » quatre catégories de mesures organisationnelles. Compte tenu de l'article 101/1, alinéa 2, des lois coordonnées, il est recommandé d'omettre le mot « notamment » et de préciser dans le rapport au Roi que cette disposition ne porte pas atteinte aux autres mesures que peuvent déjà prendre les chefs de corps ou le collège des chefs de corps ⁹.

11. À l'article 2, § 2, du projet, on remplacera la référence aux « mesures organisationnelles visées à l'alinéa 1^{er} » par une référence aux « mesures organisationnelles visées au paragraphe 1^{er} ».

Article 3

12. Dans un souci de sécurité juridique, il est recommandé d'employer une même terminologie pour les notions dont le contenu est identique.

⁷ Ainsi, le projet de loi 'relatif au transport d'hydrogène par canalisations', adopté en deuxième lecture par la commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat de la Chambre de représentants, n'a pas encore été adopté en séance plénière et le Gouvernement a récemment encore déposé des amendements sur lesquels le Conseil d'État, section de législation, a donné l'avis n° 73.463/3 du 22 mai 2023 (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3077/007).

⁸ Par contre, cette loi définit la notion de « grande installation de stockage d'énergie » à l'article 2, 120°. En outre, l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, c), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionne « les grandes infrastructures de stockage; le transport et la production de l'énergie ».

⁹ Voir, notamment, à ce sujet, les compétences dévolues au premier président ou au président concernant la composition des chambres de complément si le nombre d'affaires introduites le réclame (article 86 des lois coordonnées), les mesures nécessaires à prendre pour remédier au retard éventuel dans le traitement des examens d'admissibilité en cas de recours en cassation (article 87) et le traitement des affaires par l'assemblée générale de la section du contentieux administratif (article 92).

Comme tel est également le cas, entre autres, dans les lois coordonnées, l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État' et l'arrêté royal du 5 décembre 1991 'déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État', on écrira chaque fois dans le texte néerlandais de l'article 3 du projet « het opschrift » au lieu de « de hoofding » ¹⁰.

Article 4

13. Selon l'article 4, alinéa 3, du projet, l'arrêté en projet cesse de produire ses effets le 1^{er} janvier 2030.

Si l'intention des auteurs du projet est que les dispositions de l'arrêté en projet continuent à s'appliquer aux recours introduits avant cette date, il y aura lieu d'instaurer un régime transitoire.

*

¹⁰ Voir, par exemple, l'article 93, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées, l'article 2, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991. Tant dans le texte français de l'article 3 du projet que dans les dispositions précitées, la notion « l'intitulé » est chaque fois employée de manière uniforme.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit bepaalt de zaken van hoger openbaar belang bedoeld in artikel 101/1, tweede lid,¹ van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973 (hierna: “de gecoördineerde wetten”) die bij voorrang worden behandeld door de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak (artikel 1 van het ontwerp).

Het ontwerp stelt voorts de organisatorische maatregelen vast die het college van korpschefs daartoe kan nemen (artikel 2, § 1) en legt het college van korpschefs op om bij het bepalen van die maatregelen rekening te houden met het gegeven dat voor voormelde zaken de doorlooptijd van een gewoon beroep tot nietigverklaring, zonder procedurele incidenten, maximaal 15 maanden bedraagt (artikel 2, § 2).

Het ontwerp legt verder ook verplichtingen op aan de partijen inzake het vermelden en kennisgeven van de toepassing ervan in een procedure (artikel 3).

Het aan te nemen besluit treedt in werking op 1 januari 2024 (artikel 4, eerste lid) en is van toepassing op de beroepen en vorderingen die bij de Raad van State worden ingediend vanaf die datum (artikel 4, tweede lid). Het treedt buiten werking op 1 januari 2030 (artikel 4, derde lid).

3.1. Voor de ontworpen regeling wordt, zo blijkt uit de aanhef, rechtsgrond gezocht in artikel 101/1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten.² Die bepaling zal in de gecoördineerde wetten worden ingevoegd door artikel 23 van de op 27 april 2023 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen wijzigingswet van de gecoördineerde wetten³ en is voorlopig nog niet in werking getreden.

Het voormeld artikel 101/1, tweede lid, luidt:

“Onverminderd de specifieke termijnen en behandelingen bij voorrang voor bepaalde beroepen bepaald door de wet, bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de zaken van hoger openbaar belang die eveneens een dergelijke behandeling vergen. Hij bepaalt eveneens, op dezelfde wijze, de noodzakelijke organisatorische maatregelen die het college van korpschefs daartoe kan nemen.”

¹ Zoals het zal worden ingevoegd door artikel 23 van het op 27 april 2023 door de Kamer aangenomen wetsontwerp ‘tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973’, *Parl.St.* Kamer, 2022-23, nr. 3220/12, waar wordt verwezen naar de tekst zoals die is aangenomen door de parlementaire commissie (*Parl.St.* Kamer, 2022-23, nr. 3220/10).

² Ook de gemachtigde bevestigde dat enkel in die bepaling rechtsgrond wordt gezocht.

³ Zie hoger *sub* 1. Deze wet is vooralsnog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

3.2. Wanneer artikel 23 van de voormelde wijzigingswet in werking zal zijn getreden, zal artikel 101/1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten rechtsgrond bieden voor het ontwerp, met inbegrip van de regeling inzake de termijn van orde in artikel 2, § 2, van het ontwerp. In de parlementaire voorbereiding bij de wijzigingswet van de gecoördineerde wetten wordt in dit verband immers geduid dat een ruime draagwijdte dient te worden gegeven aan het begrip “organisatorische maatregelen”, en dat dit ook onder meer het bepalen van een termijn van orde waarbinnen de Raad van State uitspraak doet omvat:⁴

“De maatregelen die eveneens in het voormeld koninklijk besluit worden bepaald, zijn organisatorisch van aard en kunnen bijvoorbeeld het toekennen van voorrang bij de behandeling van zaken inhouden, het herverdelen van zaken binnen de kamers of binnen de afdelingen van het Auditoraat, het versterken van kamers of afdelingen, het samenstellen van aanvullende kamers (bijvoorbeeld voor zaken van hoger openbaar belang), alsook het bepalen van een termijn van orde waarbinnen de Raad van State uitspraak doet, enz. Het blijft uiteraard de bedoeling om de doorlooptijd van elk gewoon annulatieberoep, zonder procedurele incidenten, bij de Raad van State in principe te herleiden tot 18 maanden.”

3.3. In zoverre bij het ontwerp verplichtingen worden opgelegd aan de partijen inzake het vermelden en kennisgeven van de toepassing van het aan te nemen koninklijk besluit in een procedure (artikel 3), moet daarvoor worden gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning (artikel 108 van de Grondwet), gelezen in samenhang met artikel 101/1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

AANHEF

4. Rekening houdend met opmerking 3.3 betreffende de rechtsgrond van het ontwerp, dient in de aanhef een nieuw eerste lid te worden ingevoegd, waarin verwezen wordt naar artikel 108 van de Grondwet.

⁴ *Parl.St.*, Kamer, 2022-23, nr. 55-3220/001, 41 (het betreft de toelichting bij artikel 22, dat uiteindelijk artikel 23 is geworden).

Artikel 1

5. Hoewel in de tekst van artikel 1 van het ontwerp enkel sprake is van “vergunningen en toelatingen” wordt in het verslag aan de Koning gesteld dat de in dit artikel bedoelde vergunningen en toelatingen onder meer worden vastgesteld op basis van boek II (“Planificatie”) van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, van titel II, hoofdstuk III (“Gewestelijk bestemmingsplan”) van het Brusselse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en titel II, hoofdstuk II, afdeling 2 (“Gewestelijke ruimtelijke uitvoeringsplannen”) van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening. De gemachtigde bevestigde dat het inderdaad de bedoeling is dat beroepen tegen de vaststelling van plannen die het kader vormen voor de toekenning van de bedoelde toelatingen en vergunningen⁵, ook moeten worden beschouwd als “zaken van hoger openbaar belang”.

Dit blijkt evenwel niet uit de tekst van artikel 1 van het ontwerp, dat op dit punt dient te worden aangevuld.

6. Gevraagd wat dient te worden begrepen onder het begrip “velden van fotovoltaïsche zonnepanelen” in artikel 1, 1°, b), van het ontwerp, verklaarde de gemachtigde dat bijvoorbeeld ook oppervlakten van zonnepanelen geplaatst op daken of gebruikt als overdekking van parkings hieronder kunnen vallen.

Met het oog op de rechtszekerheid verdient het aanbeveling om het voormelde begrip te definiëren in de ontworpen tekst, minstens om dit begrip nader te duiden in het verslag aan de Koning.

7. In het verslag aan de Koning wordt met betrekking tot artikel 1, 2° van het ontwerp het volgende opgemerkt:

“De bewoordingen gehanteerd in artikel 1,2° worden gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en artikel 2 van de wet van [XXX] betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen, met dien verstande dat het in het kader van dit koninklijk besluit enkel gaat om de installaties en faciliteiten die worden beheerd door de waterstofvervoersnetbeheerder.”

Omwille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid is het raadzaam om in de tekst van het ontwerp zelf uitdrukkelijk te verwijzen naar de relevante definities in artikel 1 van de wet van 12 april 1965 ‘betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen’ en artikel 2 van de aan te nemen wet ‘betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen’⁶ voor zover deze laatste wet in werking zal zijn getreden op het ogenblik van de inwerkingtreding van het ontwerp van koninklijk besluit.

⁵ Zie wat de gehanteerde omschrijving betreft ook artikel 3.2, a) van richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 ‘betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma’s’.

⁶ *Parl.St.*, Kamer, 2022-23, nr. 55-3077/007.

8. De gemachtigde werd verzocht te duiden waarom in artikel 1, 2°, van het ontwerp als voorwaarde wordt gesteld dat de daarin bedoelde vervoersinstallaties en opslaginstallaties voor aardgas, het waterstofvervoersnet, alsook de waterstofvervoersinstallaties en waterstofopslagfaciliteiten moeten worden beheerd door de waterstofvervoersnetbeheerder. Betwistingen inzake installaties en netten die door een andere entiteit worden beheerd, worden dus niet beschouwd als “zaken van hoger belang” in de zin van artikel 1 van het ontwerp.

De gemachtigde antwoordde:

“De voorwaarde met betrekking tot de hoedanigheid van waterstofvervoersnetbeheerder is gekozen omdat projecten hier worden geïdentificeerd op basis van hun grotere bijdrage aan de energietransitie. De leidingen die worden beheerd door de waterstofvervoersnetbeheerder zullen immers moeten voldoen aan het principe van niet-discriminerende toegang voor derden. Bovendien zullen deze leidingen deel uitmaken van een netontwikkelingsplan waarop de overheid ook een goedkeuring moet geven.”

In dit verband dient erop gewezen te worden dat het wettelijk kader wat de waterstofvervoersnetbeheerder betreft nog in voorbereiding is.⁷ De ontworpen regeling zal dan ook nog moeten worden afgestemd op de definitieve vorm die dat wetsontwerp in de loop van de parlementaire bespreking zal aannemen.

9. Het begrip “grote opslaginfrastructuren” waarvan melding wordt gemaakt in artikel 1, 3°, van het ontwerp, is niet gedefinieerd in het ontwerp.

Er dient te worden verduidelijkt wat hiermee wordt bedoeld, te meer daar dit begrip evenmin wordt gedefinieerd in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 ‘betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt’ waarnaar in het verslag aan de Koning wordt verwezen.⁸

⁷ Zo is het wetsontwerp ‘betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen’, zoals dat in tweede lezing werd aangenomen door de commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat van de Kamer van volksvertegenwoordigers, nog niet in de plenaire vergadering aangenomen en zijn recent nog door de Regering amendementen ingediend waarbij de Raad van State, afdeling Wetgeving, advies nr. 73.463/3 van 22 mei 2023 heeft verstrekt (*Parl.St.*, Kamer, 2022-23, nr. 55-3077/007).

⁸ Deze wet bevat in artikel 2, 120° wel een definitie van het begrip “grote energieopslagfaciliteit”. Daarnaast wordt in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ melding gemaakt van “de grote infrastructuur voor de stockering; het vervoer en de productie van energie”.

Artikel 2

10. In artikel 2, § 1, van het ontwerp worden de korpschefs gemachtigd om “onder meer” vier categorieën van organisatorische maatregelen te nemen. Gelet op artikel 101/1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, verdient het aanbeveling om de woorden “onder meer” weg te laten en in het verslag aan de Koning te verduidelijken dat deze bepaling geen afbreuk doet aan andere maatregelen die de korpschefs of het college van korpschefs reeds kunnen nemen.⁹

11. In artikel 2, § 2, van het ontwerp moet de verwijzing naar “de organisatorische maatregelen bedoeld in het eerste lid” worden vervangen door een verwijzing naar “de organisatorische maatregelen bedoeld in paragraaf 1”.

Artikel 3

12. Met het oog op de rechtszekerheid verdient het aanbeveling om eenzelfde terminologie te gebruiken voor begrippen met een identieke inhoud.

Zoals onder meer ook het geval is in de gecoördineerde wetten, het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 ‘tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State’ en het koninklijk besluit van 5 december 1991 ‘tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State’ schrijve men in de Nederlandse tekst van artikel 3 van het ontwerp telkens “het opschrift” in de plaats van “de hoofding”.¹⁰

⁹ Zie in dit verband onder meer de bevoegdheden die aan de eerste voorzitter of de voorzitter worden toegekend inzake de samenstelling van aanvullende kamers indien het aantal ingediende zaken dit vereist (artikel 86 van de gecoördineerde wetten), inzake het nemen van maatregelen die nodig zijn om eventuele vertraging bij de behandeling van toelaatbaarheidsonderzoeken bij cassatieberoepen te verhelpen (artikel 87) en inzake de behandeling van zaken door de algemene vergadering van de afdeling Bestuursrechtspraak (artikel 92).

¹⁰ Zie bijvoorbeeld artikel 93, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten, artikel 2, § 1, 1°, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 en artikel 16, § 1, eerste lid, 1°, en tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 december 1991. Zowel in de Franse tekst van artikel 3 van het ontwerp als in voormelde bepalingen wordt telkens reeds op uniforme wijze het begrip “l’intitulé” gehanteerd.

Artikel 4

13. Luidens artikel 4, derde lid, van het ontwerp treedt het ontworpen besluit buiten werking op 1 januari 2030.

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp dat de bepalingen van het ontworpen besluit van toepassing blijven op de beroepen die voor deze datum zijn ingediend, dient hiertoe in een overgangsregeling te worden voorzien.

LE GREFFIER EN CHEF—
DE HOOFDGRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT —
DE EERSTE VOORZITTER

Gregory DELANNAY

Wilfried VAN VAERENBERGH